

BESOINS D'HUMANITÉ



Dominique Langlois
membre du Conseil
Départemental

Depuis plusieurs mois nous assistons à une importante concentration de la presse écrite payante. Dassault a acheté le groupe "le Figaro". Lagardère, avec des industriels italiens, a pris une part majoritaire du groupe "Le Monde". Rothschild a investi plus de 25 millions d'euros dans "Libération" et s'apprête à y réinvestir 60 millions. "La Tribune" appartient à LVMH. "Le Parisien" et "L'Équipe" au groupe Amaury... "France Soir" a été dénaturé par son repreneur. Des titres de presse magazine ou même régionale sont vendus à des fonds de pension.

Nous ne voulons pas que le seul choix offert aux journaux soit de se laisser racheter par des groupes industriels et financiers ou de mourir. Dans les deux cas, on se préparerait à une terrible uniformisation de l'information.

Ce serait une grave atteinte à la démocratie, à la possibilité pour les citoyens de se faire leur opinion, de participer à des débats, à des idées contradictoires.

Dans ce contexte la sauvegarde de "L'Humanité" est une bataille phare pour la démocratie.

L'Humanité est indépendant, libre de mener les campagnes d'information et de mobilisation conformes aux intérêts du pays et de ses citoyens.

Bien évidemment cela ne fait pas toujours plaisir quand l'humanité, avant 1914, se prononce pour la paix, quand en 1936 il soutient le Front Populaire, quand il est le journal de la résistance, quand il fait campagne pour le « NON » en 2005, ou quand il relaie le grand mouvement social contre le CPE,

ou quand l'Humanité soutient quotidiennement tous ceux qui veulent empêcher la chasse aux enfants sans papiers et leurs familles.

Oui L'Humanité joue son rôle Oui L'Humanité dérange.

Les tenants du libéralisme, du capitalisme sauvage, les va-t-en-guerre, les réactionnaires, supportent mal ceux qui les démasquent, ceux qui les combattent, de surcroît avec efficacité.

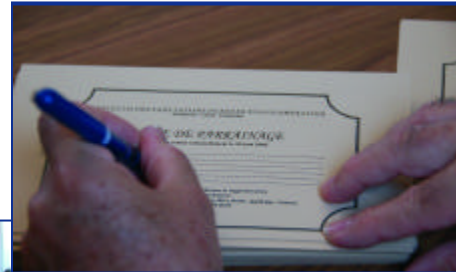
En retour ils s'évertuent à priver notre journal des moyens financiers dont il a besoin pour exister et poursuivre son développement. Mais L'Humanité ne baisse pas les bras, avec l'appui de ses lecteurs, de ses souscripteurs l'Humanité a choisi l'offensive pour être toujours mieux porteur de ses valeurs fondatrices, L'Humanité, en plus de son édition quotidienne, a lancé en mars dernier, l'HD, magazine populaire, disponible chaque jeudi, et l'Humanité des débats, le samedi, abordant de façon contradictoire les grandes questions qui traversent notre société. Déjà de premiers résultats encourageants, tant au plan départemental que national, attestent que nous sommes sur la bonne voie.

Il nous faut persévérer, gagner un à un des lecteurs, poursuivre et élargir la souscription, faire signer massivement la pétition pour le pluralisme de la presse.

Et puis, sans attendre, donnez les moyens à l'Humanité de réaliser une très grande fête de L'Humanité le 15-16-17 septembre prochains à la Courneuve, en vous procurant auprès des militants communistes et des diffuseurs de L'Humanité la vignette-bon de soutien.

Expulsions : nous ne laisserons pas commettre ces infamies en notre nom
“pas de chaises vides à la rentrée !”
la mobilisation des parents d'élèves, des associations, de notre parti, continue pendant tout l'été !

Saint Etienne du Rouvray, Maromme, Oissel, Grand-Couronne, Rouen, les élus communistes se sont largement mobilisés ces derniers jours et avant le début des congés scolaires pour soutenir, sous une forme ou une autre, les familles de sans-papiers menacés d'expulsions après la fin



de la période de scolarité de leurs enfants. Comme l'a dit l'un des responsables du RESF (réseau école sans frontière), “cette ouverture de la chasse à l'enfant est une honte pour notre pays !”

La cérémonie symbolique de parrainage organisée à la mairie de Maromme, avec le Maire Boris Lecoœur, a été le moment fort de ces initiatives, plus de 50 parrainages pour dire que nos valeurs de fraternité, d'égalité et de liberté, tant bafouées par l'actuel gouvernement, nous pouvons les portées, haut et fort, pour que tous ces enfants trouvent ou retrouvent le 4 septembre le chemin de l'école et leurs camarades de classes. Le Réseau Ecole Sans Frontière a mis en place un numéro d'appel de veille et d'alerte, le 08 20 20 70 70, à la disposition de tous ceux qui veulent s'opposer aux expulsions de jeunes et de leurs familles pendant l'été.



ACTIVITÉ DES COMMUNISTES :

ELLE CONTINUE PENDANT LES CONGÉS !

Les initiatives pendant les congés sont multiples : placement de la vignette de la fête de L'Humanité de septembre, distribution de tract pour “1000 rencontres pour un plan d'urgence nationale”, sur nos propositions, affiches, notre présence sera ainsi effective dans tous les lieux !

Conférence régionale du 17 juin à Gonfreville l'Orcher : les délégués des cinq fédérations normandes ont décidé de renforcer la coordination régionale et de lancer des initiatives fortes autour de la sécurité et de l'emploi, avec des assises régionales, autour des services publics et de l'utilisation des fonds des collectivités.

les représentants de notre département au Comité Régional: BERNARD Roland, BRULIN Céline, HARDY Dominique, LAINE Claude, DUPRAY Patrice, JEGADEN Jean louis, BENOIT Annick, LOUVET Gilbert, CUVILLIEZ Christian, BARRIER Michel.
La conférence a élu notre camarade Roland BERNARD comme coordonnateur régional.

Les comptes-rendus complets de ces réunions sont sur le site internet de notre fédération : www.pcf76.fr

Abonnement et diffusion de l'avenir de Seine-Maritime:
Pour soutenir et faire connaître L'Avenir de Seine-Maritime souscrivez un abonnement (voir page 4)
Faites connaître ce journal en nous communiquant les adresses de personnes désirant le recevoir
contact : avenir de Seine-Maritime, 33 place de l'hôtel de ville, 76000 Rouen

REPÈRES

La liste des cadeaux fiscaux du gouvernement:

Un “bouclier” fiscal, limitant à 60% le montant total des impôts directs de 14000 ménages les plus riches
coût : 250 millions !

ISF : 75% d'abattement pour les valeurs des titres détenus,
coût : 68 millions d'euros pour 12000 hauts cadres et PDG, actionnaires de leurs entreprises

Exonérations totales d'impôts (hors CSG et CRDS) sur les plus-values réalisées à la revente d'actions détenues depuis au moins huit ans. Coût pour l'état : 3,5 milliards d'euros. A eux seuls quelque 100 000 foyers les plus aisés gagneront un quart de ce pactole, 885 millions d'euros.

Réforme de la taxe professionnelle avec un plafonnement à 3,5% de la valeur ajoutée. Coût : 1,5 milliard d'euros.

Augmentation de 50 % de la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile, 60000 personnes bénéficieront de cette mesure.

Plus divers allègements et exonérations de “charges” pour les entreprises qui représentent près de 24 milliards d'euros pour la seule année 2006.

Aux uns, ces réductions d'impôts, aux autres, Sarkozy ne propose qu'une chose: travailler plus, pas forcément pour gagner plus et vivre mieux à terme, au contraire !



L'eau des multinationales : Les vérités inavouables

Roger Lenglet, Jean-Luc Touly, Danielle Mitterrand (Préface)

Que cache notre facture d'eau ? Ce livre révèle les méthodes des grandes compagnies de l'eau pour transformer les usagers en "vaches à lait" et neutraliser les élus. Témoignages à l'appui, il montre comment, grâce à la connivence avec des hommes politiques et des syndicalistes, à des comptes opaques, à des financements discrets, à des sociétés aux apparences trompeuses, ces firmes s'emparent de marchés et les conservent dans des conditions économiques douteuses. L'enquête évoque au passage les dessous d'un des plus gros scandales financiers de ces dernières années : le transfert sur des comptes irlandais de milliards d'euros initialement destinés à la réfection des réseaux de distribution. Les pratiques abusives des multinationales de l'eau sont lourdes de conséquences pour les usagers et représentent un réel danger pour la démocratie. Plus dramatique, en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, c'est parfois la population qui se retrouve privée d'eau potable. Toutefois, les choses commencent à bouger. Dans de nombreux pays, les firmes ont dû changer d'attitude ou se retirer. En France, de Toulouse à Lille, en passant par Paris, Lyon, Marseille, Cherbourg, Castres, Neufchâteau, Varages et bien d'autres, des associations se sont mobilisées pour imposer une gestion plus transparente et moins coûteuse. Cet ouvrage s'adresse à tous ceux qui ne veulent plus être des payeurs aveugles et souhaitent apprendre à lutter contre le commerce d'un patrimoine vital.



L'eau des multinationales : Les vérités inavouables de Roger Lenglet, Jean-Luc Touly, Danielle Mitterrand (Préface)
éditions Fayard 244 p librairie Renaissance, 18 rue Alsace-Lorraine 76000 Rouen

Département/démocratie

Rencontre nationale des élus Communistes et Républicains 14 juin 2006 au Sénat des élus à l'offensive pour une fiscalité locale et publique au service de tous

Les finances locales, et plus généralement les finances publiques sont des sujets qui concernent l'ensemble des populations et qui dépassent largement la seule action des élus.

L'augmentation des charges liées à la décentralisation et la limitation des rentrées fiscales due à l'ensemble de la politique du gouvernement, notamment à la loi de finances 2006, étranglent les finances des collectivités. Cette asphyxie sera encore accentuée pour 2007.

Concrètement, cela se traduit par une réduction des services publics, et souvent dans le même temps, par une augmentation des impôts payés par les citoyens.

Le gouvernement a pour objectif de rendre les collectivités territoriales responsables des déficits publics causés par sa politique au service exclusif des plus riches, et du monde de la finance.

Cette question des finances publiques s'inscrit dans celle du choix de société. Elle sera au coeur des échéances

électorales des prochains mois. Il s'agit bien de la question de fond qui est celle du partage ou de la répartition des richesses.

Il y a un lien évident entre finances publiques et services publics, notamment services publics de proximité. Défendre ces derniers, c'est se battre pour des finances locales plus justes. C'est pourquoi nous réclamons la fiscalisation des revenus financiers (issus de la spéculation, actifs financiers des entreprises...). Cette « taxation des actifs financiers », comme on l'appelle, permettra de trouver de l'argent pour mener à bien notre politique et nos propositions en faveur des besoins des gens.

Il s'agit d'une proposition audacieuse qui consiste à taxer, à un taux modeste de 0.5%, les profits capitalistes, non réinvestis dans la production ou dans les salaires, sommes qui sont donc en quelque sorte stérilisées pour l'économie nationale puisque restant uniquement dans la sphère boursière. Cette

mesure rapporterait ainsi quelque 25 milliards d'euros.../...

Cette proposition est résolument communiste, puisqu'elle s'attaque au coeur même de l'exploitation capitaliste.

Il s'agit là d'une bataille importante du parti, des élus communistes, de l'ensemble des adhérents et qu'il faut faire partager largement. Tous les citoyens sont concernés.

Cette mesure de modernisation de la fiscalité locale sera au centre d'une grande manifestation nationale le samedi 18 novembre à PARIS.



N°29
Daté du 07/07/2006
Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français
Directeur de la publication : Daniel Lallier
Rédacteur en chef : Claude Etienne
Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray
Tel 02 35 07 89 80
Courriel : Avenir@pcf76.fr
Abonnement annuel : 25 €
Prix au numéro : 0,60 €
N° CPPA : 0710 P11480 ISSN : 0338-0645
ont collaboré à ce numéro : Vincent Goupil, Dominique Langlois.